



# Parti Communiste Français

## Section de la RATP

### Déclaration de la section communiste de la RATP

## Le plan « **RATP 2023** » : **démantèlement et dumping social pour tous !**

**Ces dernières semaines, le démantèlement de l'entreprise publique RATP connaît une accélération brutale.**

Il y a un an, la Loi d'Orientation des Mobilités imposée par le gouvernement ouvrait la voie à la **filialisation-privatisation du réseau bus** : 19000 des 45000 agents de l'Etablissement Public RATP doivent être transférés à l'horizon 2025 dans des sociétés de droit privé, perdant le bénéfice du Statut du personnel et se voyant imposer des conditions de travail dégradées.

Mais aujourd'hui, **c'est à d'autres secteurs de l'EPIC RATP, non concernés par la LOM, que s'applique ce même processus** :

- C'est le projet de regrouper dans une filiale les **activités de maintenance de l'atelier central de Championnet, et des sites de Bastille et de Saint-Ouen Michelet**. Les salariés concernés n'auraient plus le Statut RATP et seraient rattachés à une Convention collective à définir.
- C'est aussi le projet de créer une filiale regroupant les **200 agents des ressources humaines, de la comptabilité et de la paye**. Ces personnels seraient rattachés à la Convention collective des bureaux d'étude et sociétés de conseil (dite « Syntec ») qui prévoit notamment 12 jours de travail en plus par an par rapport à la RATP.
- Parallèlement, plusieurs autres services sont transformés en « **business units** », **préfiguration de leur future filialisation**.

Il faut souligner que ces modifications organisationnelles fondamentales ne découlent d'aucune obligation légale. **Il s'agit d'un choix de la direction de l'entreprise** nommée par le Président de la République et son gouvernement.

Ainsi se met en place le plan intitulé « **RATP 2023** », concocté dans le plus grand secret, mais dont la teneur fait peu de doute. Ce qu'il dessine à brève échéance, c'est une RATP dont la partie publique serait réduite à la portion congrue : **une simple holding pilotant une myriade de filiales** ayant toutes le statut de société anonyme et employant des salariés sous contrat privé. Avec en parallèle l'extinction du Statut du personnel et la remise en cause des 35 heures. C'est une **logique d'éclatement de l'entreprise publique et de dumping social**.



## Ce plan s'inscrit dans un projet plus global impulsé par les droites libérales et conservatrices ces 30 dernières années et accéléré par Emmanuel Macron.

Il s'agit de livrer les services publics au **modèle du tout-marché et du tout-privé**. Ce qui suppose d'en finir avec les entreprises publiques créées à la Libération et d'abaisser toujours plus le « coût du travail ». C'est la découpe et la liquidation d'un patrimoine collectif au seul bénéfice des grands investisseurs, toujours à la recherche de nouvelles sources de profit. Un programme pleinement soutenu par **la droite régionale guidée par Valérie Pécresse** qui cherche à accélérer la privatisation des transports publics en Ile-de-France et réclame l'allongement du temps de travail pour les salariés du secteur.

Les **communistes de la RATP** dénoncent ces plans réactionnaires. Ils apportent tout leur soutien aux personnels qui s'y opposent avec raison, à l'image de ceux du CSRH, de la comptabilité et de la paye qui ont très majoritairement exprimé par voie de pétition leur refus d'être transférés dans une filiale.

## Les élections présidentielle et législatives qui auront lieu en 2022 seront l'occasion de dire **NON** à cette politique et de changer de cap.

A l'opposé des régressions portées par la droite macronienne ou classique comme par l'extrême-droite, les communistes défendent **pour les transports publics trois idées que porte Fabien Roussel**, le « candidat des jours heureux » :

- Un **monopole public géré démocratiquement** par les représentants de la population, les usagers et les salariés ;
- Un **Statut unifié de haut niveau** et des conditions de travail alignées sur le « mieux-disant » social pour ses salariés ;
- De **nouvelles ressources pour le financement** du service public, fondées sur la mise à contribution des profits capitalistes.

Le service public est un bien trop précieux pour être abandonné à l'appétit de profit d'une poignée de privilégiés. Il est temps que les citoyens se le réapproprient ! **La mobilisation, aujourd'hui dans les luttes syndicales et demain dans les urnes, peut changer radicalement la donne.**

Paris, le 7 septembre 2021

